

MANUEL DE COOPERATION TECHNIQUE CONCERNANT
LES PRESCRIPTIONS EN MATIERE DE NOTIFICATION

Accord sur les subventions et les mesures compensatoires

1. La présente section du Manuel concernant les prescriptions en matière de notification couvre les obligations de notification découlant de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (SMC). Elle comprend cinq parties:

- Partie I: Aperçu des prescriptions en matière de notification
- Partie II: Liste des obligations de notification
- Partie III: Documents concernant les lignes directrices et les modèles de présentation
- Partie IV: Exemples fictifs de notifications
- Partie V: Texte de l'Accord

2. Pour les pays accédants, les délais pour la présentation des notifications seront définis dans les Protocoles d'accession.

Note: Le Manuel concernant les prescriptions en matière de notification ne constitue pas une interprétation juridique des obligations de notification découlant des accords couverts. Il a été préparé par le Secrétariat dans le but d'aider les Membres à s'acquitter de leurs obligations de notification.

SCM-I

**ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET LES
MESURES COMPENSATOIRES**

**APERCU DES PRESCRIPTIONS EN MATIERE
DE NOTIFICATION**

ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET LES MESURES COMPENSATOIRES

I. Objet des notifications au titre de l'Accord

L'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires contient un certain nombre de prescriptions en matière de notification dans les domaines des subventions et des mesures compensatoires. Dans plusieurs cas, la notification offre au Membre qui la présente certains avantages qu'il n'aurait pas eus autrement. D'une manière générale, un Membre qui omet de présenter une notification risque de voir un autre Membre soulever des questions concernant ses programmes, etc., au Comité et engager, éventuellement, une procédure de règlement des différends. En conséquence, tous les Membres ont avantage à se conformer pleinement à toutes les obligations de notification découlant de l'Accord, en respectant les délais fixés dans ledit accord ou par le Comité. Même lorsque aucun délai n'est prévu, il est dans l'intérêt de tous les Membres de présenter les notifications requises le plus rapidement possible.

II. Nature des notifications

Des notifications sont requises au titre de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires dans trois grands domaines: 1) subventions; 2) autorités/procédures/législation; et 3) mesures compensatoires.

1. Subventions

- a) La prescription **de base en matière de notification des subventions** est énoncée à l'article 25.2 de l'Accord et à l'article XVI:1 du GATT de 1994. En vertu de l'article 25.2, les Membres doivent notifier toute subvention définie dans l'Accord, qui est spécifique au sens dudit accord. Ne sont donc pas visées par cette prescription les subventions généralement accordées (infrastructure, autres programmes non limités à des secteurs, branches de production, régions spécifiques, etc.). L'article XVI:1 du GATT prescrit la notification de toute subvention (spécifique ou non) qui a directement ou indirectement des effets sur le commerce.

Le mode de présentation de ces notifications figure, sous forme de questionnaire, dans le document G/SCM/6. Des notifications complètes devaient être présentées pour le 30 juin 1995, puis doivent être présentées tous les trois ans avec des mises à jour les deux autres années dans l'intervalle. Une invitation à présenter des notifications complètes pour le 30 juin 1995, adressée à tous les Membres, a été distribuée sous la cote G/SCM/N/3, et une invitation à présenter des notifications de mise à jour pour le 30 juin 1996 a été distribuée sous la cote G/SCM/N/16. Le Comité des subventions et des mesures compensatoires a tenu une réunion spéciale en juillet 1996 pour examiner les notifications complètes de 1995, et une deuxième réunion de ce type aura lieu en octobre 1996. Lors de ces réunions, les Membres peuvent poser des questions sur un programme qui a été notifié, sur l'absence de notification d'un programme, ou sur l'absence totale de notification.

- b) **Subventions de la catégorie verte ne donnant pas lieu à une action (article 8.3).** Si un Membre souhaite obtenir l'assurance qu'un programme de subventions au titre de l'aide aux régions, de la protection de l'environnement ou de la R-D satisfaisant aux critères de l'article 8.2 sera considéré comme ne donnant pas lieu à une action, ce programme doit être notifié *avant* sa mise en oeuvre. Ces notifications sont soumises au Comité, avant la mise en oeuvre, pour examen et contestation éventuelle.

Le modèle de présentation des notifications figure à l'annexe 1 du document PC/IPL/11. Des renseignements détaillés doivent être fournis concernant l'objectif du programme et les mesures de contrôle prévues pour faire en sorte que les divers seuils et limites fixés dans l'Accord soient respectés lors de la mise en oeuvre du programme. Tous les programmes notifiés au titre de l'article 8.3 doivent, une fois mis en oeuvre, faire l'objet de mises à jour annuelles. Le modèle de présentation de ces mises à jour annuelles est en cours d'élaboration.

- c) Certaines dispositions relatives au **traitement spécial et différencié** sont subordonnées à la présentation de notifications additionnelles:

i) Pays en développement Membres

- a) **Taux de subventionnement de minimis plus élevé (article 27.11)** - Un pays en développement qui élimine des subventions à l'exportation avant l'expiration du délai de huit ans applicable à ces pays aura droit à un taux de subventionnement *de minimis* de 3 pour cent, dans le cadre d'une enquête en matière de droits compensateurs, et non au taux de 2 pour cent auquel il aurait droit par ailleurs. Les renseignements relatifs à l'élimination anticipée de ces subventions doivent être notifiés. Le modèle de présentation figure à l'annexe 2 du document PC/IPL/11.
- b) **Programmes de privatisation (article 27.13)** - Si des annulations directes de dettes, des subventions destinées à couvrir des coûts sociaux et/ou autres transferts de passif sont accordés dans le cadre d'un programme de privatisation réussi d'un pays en développement (c'est-à-dire que le programme conduit effectivement à la privatisation de l'entreprise concernée) et sont directement liés à ce programme et pour autant que les subventions en question soient appliquées pour une durée limitée, les dispositions de la Partie III de l'Accord ne seront pas d'application. Cela signifie que ces subventions ne seront pas soumises à une contestation multilatérale comme le prévoit la Partie III (toutefois, cette disposition ne protège par un Membre contre des décisions en matière de droits compensateurs concernant la subvention).

Pour bénéficier de cette exemption, tout programme de privatisation de cette nature doit être notifié conformément au modèle de présentation reproduit à l'annexe 3 du document PC/IPL/11. L'Accord ne prévoit aucun délai ni calendrier pour la présentation des notifications. Toutefois, en adressant leurs notifications aussitôt que possible, les pays se prémunissent contre le risque que d'autres Membres demandent à leur égard l'établissement d'un groupe spécial chargé de régler un différend dans le cadre de l'OMC concernant ces programmes. En présentant sa notification dans les moindres délais, l'auteur de la notification pourrait donc éviter de nombreux problèmes auxquels il pourrait être confronté pour répondre à l'action engagée par d'autres Membres à son encontre.

- c) **Compétitivité des exportations (articles 27.5 et 27.6)** - Un pays en développement Membre dont les exportations d'un produit donné deviennent compétitives aura pour supprimer les subventions à l'exportation qu'il accorde pour ce produit un délai ramené à deux ans (à huit ans dans le cas des pays les moins avancés). Les exportations sont compétitives si elles atteignent une part d'au moins 3,25 pour cent

du commerce mondial de ce produit pendant deux années consécutives. D'une manière générale, un "produit" s'entend d'une position de la nomenclature du Système harmonisé.

La compétitivité des exportations est déterminée de deux manières: a) sur la base d'une notification du pays en développement Membre dont les exportations sont devenues compétitives; b) sur la base d'un calcul effectué par le Secrétariat de l'OMC à la demande d'un Membre. Toute notification de cette nature présentée par un pays en développement Membre est donc *volontaire*. Aucun modèle de présentation type n'a été élaboré pour ces notifications.

ii) Membres en transition vers une économie de marché

Période transitoire de sept ans pour les subventions par ailleurs prohibées (article 29.3) - Une période transitoire de sept ans à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord (c'est-à-dire jusqu'au 1er janvier 2002) pour les subventions relevant de l'article 3 (c'est-à-dire les subventions prohibées) est prévue, si ces subventions ont été notifiées. Le modèle de présentation de ces notifications figure à l'annexe 5 du document PC/IPL/11.

Les notifications doivent être présentées "aussitôt que possible" après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC (c'est-à-dire le 1er janvier 1995). Le Comité est convenu de fixer au 30 juin 1995 la date indicative pour la présentation de ces notifications. Toutefois, étant donné que ces subventions par ailleurs prohibées ne peuvent bénéficier de la période transitoire de sept ans que si elles sont notifiées, tous les pays concernés ont manifestement intérêt à les notifier le plus rapidement possible. En outre, plus la présentation d'une notification est différée, plus un autre Membre risque de contester l'application de la période transitoire spéciale, au motif que la notification n'a *pas* été présentée aussitôt que possible. De plus, tous ces programmes sont assujettis à l'obligation de notification fondamentale, énoncée à l'article 25 de l'Accord et à l'article XVI du GATT.

2. Autorités/procédures/législation

- a) **Autorités et procédures internes (article 25.12)** - Cet article exige que soient indiquées, par voie de notification, a) les autorités qui ont compétence pour ouvrir et mener les enquêtes en matière de droits compensateurs et b) les procédures internes régissant l'ouverture et la conduite de ces enquêtes. Il peut être satisfait à la partie a) de cette prescription en matière de notification en indiquant au Comité le nom, l'adresse, le numéro de téléphone et de télécopie et l'adresse pour le courrier électronique (le cas échéant) de l'autorité compétente pour les enquêtes.
- b) **Lois et réglementations (article 32.6)**. La notification doit être présentée une fois, à l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour le Membre qui notifie des lois et réglementations existantes, puis sur une base *ad hoc*, lorsque des lois/réglementations sont adoptées ou des modifications apportées.
 - i) Les Membres doivent notifier le texte unifié intégral de leurs lois, réglementations et procédures administratives dans l'une des langues de l'OMC (anglais, espagnol ou français).

- ii) Toute modification apportée aux lois, aux réglementations ou aux procédures administratives doit être notifiée dans les moindres délais.
- iii) Une notification doit être présentée même lorsqu'un Membre n'a pas de telles lois/réglementations.

L'invitation à soumettre les notifications a été distribuée sous la cote G/SCM/N/1 et Suppl.1. Quatre réunions extraordinaires conjointes du Comité des pratiques antidumping et du Comité des subventions et des mesures compensatoires ont déjà eu lieu pour examiner les législations notifiées.

3. Mesures compensatoires

- a) **Décisions préliminaires et finales en matière de droits compensateurs (article 25.11).** Les Membres doivent présenter "sans délai" au Comité un rapport sur toutes ces décisions. Le document G/SCM/3 indique les renseignements minimaux à fournir dans ces rapports. Si l'avis officiel de la décision, tel qu'il a été publié dans le pays qui prend la décision, contient ces renseignements et est rédigé dans une langue officielle de l'OMC, le Membre peut soumettre cet avis officiel. Si tel n'est pas le cas, il doit fournir les renseignements indiqués dans le modèle de présentation.
- b) **Rapports semestriels sur toutes les décisions en matière de droits compensateurs (article 25.11).** Tous les Membres doivent présenter, deux fois par an, un rapport semestriel sur les décisions (provisaires ou finales) prises en matière de droits compensateurs au cours des six mois précédents, *qu'ils aient pris ou non* de telles décisions. Les Membres doivent également fournir une liste de toutes les mesures compensatoires en vigueur.
 - i) Le Comité demande aux Membres de présenter des rapports semestriels deux fois par an. Une demande est adressée en janvier, pour le rapport couvrant la période du 1er juillet au 31 décembre de l'année précédente, la date limite de présentation du rapport étant fixée à la fin février. La seconde demande est adressée en juillet pour le rapport couvrant la période du 1er janvier au 30 juin de la même année, la date limite de présentation du rapport étant fixée à la fin août. (Les Membres ont été invités, sous couvert du document G/SCM/N/19, à présenter leurs rapports couvrant la période du 1er janvier au 30 juin 1996 pour le 30 août 1996 au plus tard.)
 - ii) Les rapports doivent être présentés sur une formule type convenue (G/SCM/2).

Pour les pays devenus Membres après le 1er janvier 1995, le premier rapport semestriel couvrira la période la plus récente (janvier-juin ou juillet-décembre) précédant la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour chaque Membre. Le document PC/IPL/11, annexe 7, reflète ce point d'entente.

SCM-II

**ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET LES
MESURES COMPENSATOIRES**

**LISTE DE TOUTES LES OBLIGATIONS DE
NOTIFICATION ENONCEES DANS L'ACCORD**

SUBVENTIONS ET MESURES COMPENSATOIRES

OBLIGATIONS DE NOTIFICATION

N°	Prescription en matière de notification	Type de mesure	Périodicité	Mode de présentation	Membres présentant les notifications	A adresser à
1.	Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, article 8.3 - <i>ad hoc</i>	Tout programme de subventions pour lequel les dispositions de l'article 8.2 sont invoquées	<i>Ad hoc</i> (avant la mise en oeuvre du programme de subventions)	PC/IPL/11, annexe 1	Membres de l'OMC	Comité des subventions et des mesures compensatoires
2.	Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, article 8.3 - tous les ans	Tout programme de subventions pour lequel les dispositions de l'article 8.2 sont invoquées	Tous les ans (mises à jour une fois que la notification initiale a été présentée)	En cours d'examen au Groupe de travail	Membres de l'OMC	Comité des subventions et des mesures compensatoires
3.	Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, article 25.1 - tous les trois ans; GATT de 1994, article XVI:1 - tous les trois ans	Toute subvention définie à l'article 1.1 de l'Accord qui est spécifique au sens de l'article 2 de l'Accord ainsi que toute autre subvention qui a pour effet d'accroître les exportations ou de réduire les importations au sens de l'article XVI:1 du GATT de 1994	Tous les trois ans (notification complète)	G/SCM/6	Membres de l'OMC	Comité des subventions et des mesures compensatoires
4.	Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, article 25.1 - tous les ans; GATT de 1994, article XVI:1 - tous les ans	Toute subvention définie à l'article 1.1 de l'Accord qui est spécifique au sens de l'article 2 de l'Accord ainsi que toute autre subvention qui a pour effet d'accroître les exportations ou de réduire les importations au sens de l'article XVI:1 du GATT de 1994	Tous les ans (modifications)	G/SCM/6	Membres de l'OMC	Comité des subventions et des mesures compensatoires

N°	Prescription en matière de notification	Type de mesure	Périodicité	Mode de présentation	Membres présentant les notifications	A adresser à
5.	Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, article 25.11 - <i>ad hoc</i>	Décisions en matière de droits compensateurs (préliminaires et finales)	<i>Ad hoc</i> (sans délai une fois qu'une décision a été prise)	G/SCM/3	Membres de l'OMC	Comité des subventions et des mesures compensatoires
6.	Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, article 25.11 - deux fois par an	Décisions en matière de droits compensateurs (prises au cours des six mois précédents)	Deux fois par an	G/SCM/2	Membres de l'OMC	Comité des subventions et des mesures compensatoires
7.	Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, article 25.12	Autorités ayant compétence pour ouvrir et mener des enquêtes en matière de droits compensateurs visées à l'article 11, et procédures internes régissant l'ouverture et la conduite de ces enquêtes	Une fois, à l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour les autorités et procédures existantes; <i>Ad hoc</i> lorsqu'un Membre établit de telles autorités et procédures	G/SCM/N/18	Membres de l'OMC	Comité des subventions et des mesures compensatoires
8.	Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, article 27.11	Elimination de subventions à l'exportation	<i>Ad hoc</i>	PC/IPL/11, annexe 2	Membres de l'OMC - pays en développement souhaitant invoquer les dispositions de l'article 27.11	Comité des subventions et des mesures compensatoires

N°	Prescription en matière de notification	Type de mesure	Périodicité	Mode de présentation	Membres présentant les notifications	A adresser à
9.	Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, article 27.13	Aménagement de la dette (annulation directe de la dette) et subventions pour couvrir les coûts sociaux, sous quelque forme que ce soit (y compris renoncement à des recettes publiques et autres transferts de passif) lorsque ces subventions sont accordées dans le cadre d'un programme de privatisation d'un pays en développement Membre qui conduit en fin de compte à la privatisation, et sont directement liées à ce programme	<i>Ad hoc</i>	PC/IPL/11, annexe 3	Membres de l'OMC - pays en développement souhaitant invoquer les dispositions de l'article 27.13	Comité des subventions et des mesures compensatoires
10.	Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, article 28.1	Programmes de subventions qui sont incompatibles avec les dispositions de l'Accord	Une fois, au plus tard 90 jours après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour le Membre présentant la notification	PC/IPL/11, annexe 4	Membres de l'OMC	Comité des subventions et des mesures compensatoires
11.	Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, article 29.3	Programmes de subventions relevant de l'article 3	Une fois, aussitôt que possible après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC	PC/IPL/11, annexe 5	Membres de l'OMC à économie planifiée en voie de transformation en une économie de marché axée sur la libre entreprise souhaitant invoquer les dispositions de l'article 29.2	Comité des subventions et des mesures compensatoires

N°	Prescription en matière de notification	Type de mesure	Périodicité	Mode de présentation	Membres présentant les notifications	A adresser à
12.	Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, article 32.6	Lois/réglementations et modifications apportées à ces lois/réglementations, y compris à leur administration (au sujet des langues dans lesquelles doivent être établies les notifications relevant de l'article 32.6, voir le document G/SCM/N/1)	Texte intégral une fois à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour les lois et réglementations existantes; <i>ad hoc</i> lorsque les Membres adoptent de telles lois et réglementations, ou apportent des modifications aux lois et réglementations existantes ou à leur administration	PC/IPL/11, annexe 6	Membres de l'OMC	Comité des subventions et des mesures compensatoires

SCM-III

ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET LES MESURES COMPENSATOIRES

DOCUMENTS

G/SCM/2

G/SCM/3

G/SCM/6

G/SCM/N/1

G/SCM/N/1/Suppl.1

G/SCM/N/3

G/SCM/N/18

PC/IPL/11

**Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

LIGNES DIRECTRICES CONCERNANT LES RENSEIGNEMENTS
A FOURNIR DANS LES RAPPORTS SEMESTRIELS

Adoptées par le Comité le 13 juin 1995

1. Les renseignements fournis devraient toujours faire apparaître clairement le nom du pays¹ assujéti à la mesure notifiée.
2. Afin que les données fournies dans les rapports semestriels soient présentées de façon méthodique, les noms des pays dont les importations font l'objet de mesures seront indiqués dans l'ordre alphabétique.
3. Si un même pays, par exemple Alpha dans le rapport donné en annexe à titre d'exemple, est visé dans plusieurs affaires, celles-ci seront indiquées dans l'ordre chronologique.
4. Lorsque les importations d'un produit donné en provenance de plusieurs pays font l'objet d'une enquête, il faudrait indiquer séparément les noms de ces pays, c'est-à-dire inclure, en ce qui concerne le produit, une entrée distincte pour chaque pays visé. On trouvera un exemple pour la catégorie de produits "tapis touffetés à la machine" dans le rapport figurant en annexe.
5. Comme il ressort des titres des colonnes 4, 5 et 6 des rapports semestriels, la date à laquelle une mesure a été prise devrait toujours être indiquée.
6. Il faudrait indiquer dans les colonnes 4, 5 et 6 des rapports semestriels les dates d'entrée en vigueur des mesures et non les dates auxquelles les constatations ont été faites.
7. Comme il ressort également des titres des colonnes 4, 5 et 6, il faut indiquer le montant du subventionnement, exprimé en pourcentage ou en montant par unité, ainsi que les dates auxquelles les mesures notifiées dans ces colonnes ont été prises. Lorsque le montant du subventionnement varie, on peut inscrire une fourchette.
8. Si le taux de droit imposé est inférieur au montant du subventionnement, il devrait être indiqué en même temps que celui-ci. Au cas où ce taux ne peut pas être fourni, on devrait le signaler dans une note de bas de page.
9. Dans la colonne 11, le pays présentant le rapport devrait préciser ce à quoi s'appliquent les données concernant le "volume des échanges", c'est-à-dire indiquer si elles portent sur le volume total des échanges du produit en question provenant du pays faisant l'objet de l'enquête ou sur le volume total des échanges en provenance du pays pour lequel il y a eu détermination de l'existence d'une subvention ou si elles correspondent à quelque autre notion du volume des échanges. Le Comité pourrait décider des symboles à utiliser pour indiquer la signification de telles données.

¹Dans la présente note, le terme "pays" inclut les territoires douaniers.

10. Si aucun renseignement n'est fourni dans les colonnes 11 ou 12, le pays présentant le rapport devrait en indiquer les raisons. Dans ce contexte, on pourrait utiliser les nouveaux symboles "CF" pour indiquer que les renseignements sont confidentiels et "n.d." pour indiquer que les données ne sont pas disponibles ou qu'elles sont sans objet parce qu'il s'agit d'un réexamen.
11. Lorsque les renseignements à donner dans les colonnes 11 et 12 sont disponibles, ils devraient partir du moment où les mesures provisoires sont prises et être mis à jour afin de correspondre aux données pertinentes les plus récentes concernant la dernière décision en date visée par le rapport (par exemple, mesures provisoires ou droits définitifs).
12. Dans les colonnes 11 et 12, il serait souhaitable d'indiquer la période à laquelle les renseignements fournis correspondent.
13. Il conviendrait de faire une distinction entre l'ouverture d'une enquête entièrement nouvelle et la réouverture d'une enquête suspendue ou l'ouverture d'une enquête dans le cadre du réexamen d'une mesure de subventionnement en vigueur. Pour ce faire, on devrait utiliser le symbole (R) après la date d'ouverture d'une enquête dans le cadre d'un réexamen ou de réouverture d'une enquête suspendue.
14. Afin d'améliorer encore la transparence des enquêtes en matière de droits compensateurs, des renseignements devraient être fournis sur toutes les affaires en suspens à la fin de la période de notification, même si aucune mesure n'a été prise durant la période couverte par le rapport.
15. Des listes des droits définitifs et engagements en vigueur à la fin de la période de notification devraient être jointes au rapport.
16. Les listes des droits définitifs et engagements en vigueur devraient comprendre les mesures en vigueur à la fin de la période de notification, c'est-à-dire les mesures en vigueur au 30 juin ou au 31 décembre, et non celles qui le sont au moment de la présentation du rapport au Comité.
17. Dans les renseignements concernant les mesures en vigueur à la fin de la période de notification, il conviendrait d'indiquer la date à laquelle les mesures ont été mises en place.²
18. Une liste des mesures compensatoires annulées pendant la période de notification devrait aussi être fournie.
19. Rien dans le présent modèle de présentation n'exige la notification de renseignements confidentiels, y compris des renseignements commerciaux confidentiels.

²Le Comité examinera la question de la présentation des renseignements concernant les enquêtes dans le cadre d'un réexamen.

ANNEXE

MODELE DE RAPPORT SEMESTRIEL SUR LES DECISIONS PRISES EN MATIERE DE DROITS COMPENSATEURS

pour la période du 1er juillet au 31 décembre 1994

Pays ou territoire douanier	Produit	Ouverture de l'enquête*	Mesures/ déterminations provisoires	MESURES FINALES		ABSENCE DE MESURES FINALES				Volume des échanges**	Importations subventionnées en % de la consommation intérieure
				Droit définitif	Engagement en matière de prix	Absence de subventionnement	Absence de dommage	Retrait du recours	Autres		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
		Date	Date, montant du subventionnement ¹	Date, montant du subventionnement ¹	Date, montant du subventionnement ¹	Date	Date	Date	Date		
Alpha	Papier de pâte de bois enduit	01.01.1994	04.05.1994 8-21%	08.10.1994 5-18%						32 000 tonnes métriques	12%
Alpha	Tapis tuffetés à la machine	03.02.1994	29.07.1994 4-45%		04.10.1994 3-34%					14 millions de m ²	37%
Alpha	Tissus imprimés	01.04.1994	04.08.1994 12%				20.12.1994				
Beta	Papier de pâte de bois enduit	01.01.1994	04.05.1994 12-18%		07.08.1994 12-15%					23 000 tonnes métriques	8%
Delta	Tapis tuffetés à la machine	03.02.1994	29.07.1994 35-52%	20.12.1994 20-42%						CF	CF
Delta	Bandes magnétiques pour cassettes vidéo	01.06.1994 (R)	12.12.1994 55%							CF	CF
Delta	Chlorure de baryum	07.04.1994	15.11.1994 23%							n.d.	n.d.
Gamma	Magnésium pur et allié	04.03.1994	05.07.1994 35%	15.12.1994 20%						15 millions de kg	n.d.

*Le symbole (R) devrait être utilisé si une enquête est ouverte dans le cadre du réexamen d'une mesure compensatoire en vigueur ou après qu'un engagement a prétendument été rompu.

**Volume des échanges fondé sur les données statistiques relatives à la dernière année civile antérieure à l'ouverture de l'enquête et pour laquelle des renseignements sont disponibles (1993 en ce qui concerne les données fournies dans le présent rapport). Les données concernant le volume des échanges correspondent au volume total des échanges du produit en question provenant du pays/territoire douanier faisant l'objet de l'enquête.

¹Pourcentage, ou, le cas échéant, montant par unité.

CF = Renseignements non communiqués parce que confidentiels.

n.d. = Non disponible.

MESURES COMPENSATOIRES EXISTANTES

DROITS DEFINITIFS EN VIGUEUR
(au 31 décembre 1994)

Pays/territoire douanier	Produit	Date d'imposition
Alpha	Bidules	10.12.1992
Theta	Tournevis extra-courts	17.06.1993

ENGAGEMENTS EN VIGUEUR
(au 31 décembre 1994)

Pays/territoire douanier	Produit	Date de l'engagement
Gamma	Lapins en peluche	08.06.92

ANNULATION DE MESURES COMPENSATOIRES
(1er juillet-31décembre 1994)

Pays/territoire douanier	Produit	Date d'annulation
Sigma	Flocons d'avoine	11.11.94

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/3

22 juin 1995

(95-1664)

Comité des subventions et des mesures compensatoires

RENSEIGNEMENTS MINIMAUX A FOURNIR DANS LES RAPPORTS SUR TOUTES LES DECISIONS PRELIMINAIRES OU FINALES EN MATIERE DE DROITS COMPENSATEURS, PRESENTES AU TITRE DE L'ARTICLE 25.11 DE L'ACCORD

Adopté par le Comité le 13 juin 1995

1. Titre de l'avis au public concernant la décision.
2. Date et lieu de publication.
3. Numéro de l'enquête (du règlement) et autres avis concernant ladite enquête (par exemple, ouverture, mesure provisoire).
4. Pour chaque subvention faisant l'objet de l'enquête, a) forme de la subvention (par exemple, don, prêt, participation au capital social), b) nature de la subvention (à l'exportation ou autre), c) identité de l'autorité qui accorde la subvention, d) base de la détermination de spécificité, et e) montant du subventionnement (pourcentage ou, le cas échéant, montant par unité).
5. Si des mesures compensatoires sont imposées, produit (y compris classification douanière), origine (pays/territoire douanier/entreprise), taux de droit et date d'entrée en vigueur pour chaque source d'importation.
6. S'il y a engagement, produit, pays/territoire douanier/entreprise, et date d'entrée en vigueur de l'engagement.
7. Période couverte par l'enquête (subventionnement, dommage).
8. Date de la détermination de l'existence d'un subventionnement.
9. Date de la détermination de l'existence d'un dommage.
10. Nature du dommage constaté (dommage important, menace de dommage important, retard important).
11. Volume et pénétration des importations subventionnées.
12. Effet sur les prix intérieurs du produit similaire (sous-cotation importante/effet de déprimer les prix de façon importante ou d'empêcher de façon importante des hausses de prix).

./.

13. Éléments de preuve relatifs à l'incidence sur la branche de production nationale (à savoir les éléments mentionnés à l'article 15.4 de l'Accord qui ont servi de base à la constatation concernant l'incidence sur la branche de production nationale).
14. Éléments de preuve relatifs à la cause du dommage subi par la branche de production nationale (base ayant servi à déterminer la cause du dommage et autres éléments qui pourraient, au même moment, causer un dommage à la branche de production nationale).

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/6

9 août 1995

(95-2357)

Comité des subventions et des mesures compensatoires

MODELE DE QUESTIONNAIRE POUR LES NOTIFICATIONS CONCERNANT LES SUBVENTIONS PRESENTEES AU TITRE DE L'ARTICLE 25 DE L'ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET LES MESURES COMPENSATOIRES ET AU TITRE DE L'ARTICLE XVI DU GATT DE 1994

Adopté par le Comité le 21 juillet 1995¹

Règles générales

1. Les subventions ci-après doivent faire l'objet de notifications conformément à l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et à l'article XVI du GATT de 1994:
 - a) toutes les subventions spécifiques, telles qu'elles sont définies aux articles premier et 2 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ("l'Accord SMC"), seront notifiées conformément à l'article 25.2 de l'Accord SMC;et
 - b) toutes les autres subventions (autre celles décrites à l'alinéa a)), qui ont directement ou indirectement pour effet d'accroître les exportations d'un produit du territoire du Membre qui accorde ou maintient les subventions, ou de réduire les importations de ce produit sur son territoire, seront notifiées conformément à l'article XVI:1 du GATT de 1994.
2. Il est entendu que les notifications présentées conformément au modèle de questionnaire ci-après satisferont aux prescriptions en matière de notification de l'article 25 de l'Accord SMC et de l'article XVI du GATT de 1994.
3. Tout Membre qui estime qu'il n'y a pas sur son territoire de mesures qui doivent être notifiées en vertu de l'Accord SMC et de l'article XVI du GATT de 1994 en informera par écrit le Secrétariat.
4. La teneur des notifications devrait être suffisamment précise pour permettre aux autres Membres d'évaluer les effets sur le commerce et de comprendre le fonctionnement des subventions notifiées.

¹Le Comité est convenu que ce modèle de questionnaire, qui remplace le questionnaire utilisé pour les notifications au titre de l'article XVI:1 du GATT de 1947 que les PARTIES CONTRACTANTES avaient approuvé (IBDD, S9/203-204), devrait être soumis au Conseil du commerce des marchandises pour approbation.

5. Il est reconnu que la notification d'une mesure ne préjuge ni du statut juridique de celle-ci au regard du GATT de 1994 et de l' Accord SMC, ni des effets au sens de l' Accord SMC, ni encore de la nature de la mesure elle-même.
6. Dans la mesure où les subventions sont accordées pour des produits ou secteurs spécifiques, les notifications devraient être structurées par produit ou secteur.
7. Dans la mesure où les renseignements demandés dans une question ne sont pas fournis, la raison en sera indiquée dans la réponse à cette question.
8. Conformément à l'article 25.1 de l' Accord SMC, les notifications concernant les subventions seront présentées chaque année au plus tard le 30 juin.
9. Les Membres présenteront de nouvelles notifications complètes tous les trois ans (étant entendu que 1995 sera l' année où de nouvelles notifications complètes seront présentées pour la première fois au titre de l' article 25 de l' Accord SMC et de l' article XVI du GATT de 1994) et, dans l' intervalle, des notifications de mise à jour.

Renseignements à fournir²

1. Titre du programme de subventions, s'il y a lieu, ou brève description ou désignation de la subvention.
2. Période sur laquelle porte la notification.
3. Objectif général et/ou objet de la subvention.
4. Fondement et législation (y compris l' indication des dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée).
5. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.).
6. A qui et comment la subvention est accordée (indiquer si elle est accordée aux producteurs, aux exportateurs ou à d' autres personnes; par quel mécanisme; s' il s' agit d' une somme fixe par unité ou d' une somme variable; dans ce dernier cas, indiquer comment elle est déterminée).
7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n' est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention (avec indication, si possible, du montant unitaire moyen de la subvention de l' année précédente). Dans les cas où il n' est pas possible de fournir des renseignements sur le montant unitaire de la subvention (pour l' année sur laquelle porte la notification, pour l' année précédente, ou pour les deux), donner une explication circonstanciée.

²Les renseignements demandés aux points 1 à 9 doivent être fournis en totalité:

- a) pour toutes les subventions s' il s' agit d' une notification complète
- b) pour les subventions notifiées pour la première fois s' il s' agit d' une notification de mise à jour.

Si les subventions ont déjà été notifiées, il suffira d' indiquer dans les notifications de mise à jour, au sujet des points 3, 4, 5, 6 et 8, que telle ou telle modification est intervenue (ou qu' il n' y a pas eu de modifications) depuis la notification précédente.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention, y compris la date de son institution/de sa mise en application.
9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce. La nature spécifique de ces données et le cadre statistique sont laissés à l'appréciation du Membre auteur de la notification. Cependant, dans la mesure du possible, et pour autant que cela sera pertinent et/ou déterminable, il est souhaitable que ces renseignements comprennent des statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations du (des) produit(s) ou du (des) secteur(s) subventionné(s):
 - a) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;
 - b) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/N/1

30 janvier 1995

(95-0165)

**Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 32.6 DE L'ACCORD

1. En vertu de l'article 32.6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, les Membres doivent informer le Comité de toute modification apportée à leurs lois et réglementations en rapport avec les dispositions de l'Accord, ainsi qu'à l'administration de ces lois et réglementations.
2. Le Comité préparatoire de l'Organisation mondiale du commerce a approuvé (PC/R, paragraphe 45) ce dont est convenu le Groupe de contact informel sur les mesures antidumping, les subventions et les sauvegardes, à savoir que la première notification faite par un Membre de l'OMC de la législation en matière de droits compensateurs couvrirait le texte intégral des lois et réglementations pertinentes (PC/IPL/11, Annexe 6).
3. Les Membres sont donc invités à communiquer, dans une langue de travail de l'OMC, le texte intégral des lois et réglementations en matière de droits compensateurs. Les Membres qui n'ont ni lois ni réglementations en la matière sont invités à en informer le Comité.
4. Les lois et réglementations reçues en réponse à la demande ci-dessus seront distribuées sous forme d'addenda au présent document.

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/1/Suppl.1

2 mars 1995

(95-0447)

**Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 32.6 DE L'ACCORD

Supplément

A sa réunion extraordinaire du 22 février 1995, le Comité a décidé que tous les Membres ayant des lois et/ou réglementations, nouvelles ou non, qui s'appliquent en totalité ou en partie aux enquêtes en matière de droits compensateurs ou aux réexamens visés par l'Accord notifieraient au Comité, pour le **15 mars 1995**, le texte intégral de ces lois et/ou réglementations. Si de telles lois et/ou réglementations n'existent pas ou ne sont pas encore disponibles, le Membre en informera le Comité, en expliquera les raisons, et donnera une date indicative pour laquelle il pense pouvoir présenter une notification. Le Comité est également convenu que ces notifications seraient traitées comme des documents en distribution non restreinte.

Le Comité a aussi adopté la décision ci-après concernant les gouvernements observateurs:

Tout gouvernement observateur fournira au Comité tous les renseignements qui lui paraîtront en rapport avec des questions relevant de l'Accord, y compris le texte de ses lois et réglementations en matière de droits compensateurs, ainsi que des renseignements sur les mesures compensatoires qu'il pourrait avoir prises. A la demande d'un Membre ou du gouvernement observateur lui-même, toute question figurant dans ces renseignements pourra être portée à l'attention du Comité après qu'un délai suffisant aura été ménagé aux gouvernements pour examiner lesdits renseignements.

Les lois et réglementations communiquées par les gouvernements observateurs en réponse à la présente invitation seront distribuées sous forme d'addenda au document G/SCM/N/1.

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/N/3

30 janvier 1995

(95-0167)

Comité des subventions et des mesures compensatoires

SUBVENTIONS

Notifications présentées conformément à l'article XVI:1 du GATT de 1994 et à l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires

1. Conformément à l'article XVI:1 du GATT de 1994 et à l'article 25.2 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, les Membres doivent notifier toute subvention définie au paragraphe 1 de l'article premier de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires qui est spécifique au sens de l'article 2 de cet accord, accordée ou maintenue sur leurs territoires.
2. Conformément à la Décision prise par les PARTIES CONTRACTANTES à leur vingtième session (IBDD, S11/59), les Membres devraient présenter tous les trois ans de nouvelles notifications complètes concernant leurs subventions et mettre ces notifications à jour chaque année dans l'intervalle. Comme l'Accord sur l'OMC est entré en vigueur cette année, les Membres sont invités à présenter pour 1995 de nouvelles notifications complètes concernant les subventions.
3. Il est rappelé aux Membres que le questionnaire relatif aux notifications à présenter conformément à l'article XVI:1 figure dans les IBDD, S9/203-204. L'article 25.3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires prévoit en outre que, sans préjudice de la teneur et de la présentation du questionnaire relatif aux subventions, les Membres feront en sorte que leurs notifications contiennent certaines informations.
4. Les Membres se rappelleront que les PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947 ont décidé que, si une mesure doit être notifiée en vertu à la fois de l'Accord sur l'OMC et du GATT de 1947, la notification de cette mesure à l'OMC sera, sauf indication contraire dans la notification, réputée être également une notification de cette mesure en vertu du GATT de 1947 (L/7582, en date du 13 décembre 1994). En conséquence, la notification d'une subvention présentée en réponse à la présente demande sera réputée être une notification en réponse à la demande de notification au titre de l'article XVI:1 du GATT de 1947 (L/7611).
5. Les notifications reçues en réponse à la demande ci-dessus seront reproduites sous forme d'addenda au présent document.

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/N/14

G/SCM/N/18

22 mai 1996

(96-1947)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

NOTIFICATION DES AUTORITES COMPETENTES

1. L'article 16.5 de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI du GATT de 1994 et l'article 25.12 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires disposent que les Membres indiqueront aux comités respectifs leurs autorités qui ont compétence pour ouvrir et mener les enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs.
2. Conformément à ces dispositions, le Comité des pratiques antidumping et le Comité des subventions et des mesures compensatoires ont décidé, à leurs réunions ordinaires du 29 avril et du 1er et 2 mai 1996 respectivement, que le Secrétariat établirait et distribuerait une liste contenant le nom, l'adresse, le numéro de téléphone et de télécopie et l'adresse pour le courrier électronique (le cas échéant) des autorités des Membres chargées des enquêtes.
3. En conséquence, les Membres qui ont une autorité chargée des enquêtes et qui n'ont pas déjà fourni les renseignements mentionnés ci-dessus avec leur notification de lois et réglementations, sont invités à le faire d'ici au 30 juin 1996. La liste établie sur la base de ces renseignements sera distribuée en tant qu'addendum au présent document.
4. Les Membres sont en outre priés de mettre à jour ou de rectifier leur notification selon qu'il conviendra, afin que la liste puisse être révisée périodiquement.

**SOUS-COMITÉ DES QUESTIONS INSTITUTIONNELLES,
PROCÉDURALES ET JURIDIQUES**

**GROUPE DE CONTACT INFORMEL SUR LES MESURES ANTIDUMPING,
LES SUBVENTIONS ET LES SAUVEGARDES**

**Rapport du Président
approuvé par le Sous-Comité le 28 novembre**

1. Le présent rapport sur les travaux du Groupe de contact informel sur les mesures antidumping, les subventions et les sauvegardes est présenté au Sous-Comité sous la responsabilité du Président du Groupe de contact, M. Ole Lundby.
2. Le Groupe de contact s'est réuni les 22 juillet, 20 septembre, 30 septembre, 11 octobre, 27-28 octobre, 2 novembre, 11 novembre, 17 novembre et 21 novembre 1994.
3. Le Groupe de contact est parvenu à un accord sur des modèles recommandés de présentation des notifications au titre des articles 8.3, 27.11, 27.13, 28.1 et 29.3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Ces modèles recommandés de présentation figurent dans les annexes 1 à 5. Il est entendu qu'ils sont destinés à faciliter le bon fonctionnement de l'Accord et ne constituent pas des interprétations faisant foi des droits et obligations des Membres de l'OMC. Il est entendu également que ces modèles devront peut-être être révisés par l'organe de l'OMC compétent à la lumière de l'expérience.
4. Pour ce qui est du modèle de présentation des notifications au titre de l'article 8.3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, il est à noter qu'il ne concerne que les notifications initiales des programmes de subventions, prévues dans la première phrase de l'article 8.3. Il a été convenu qu'il faudrait poursuivre les travaux au sujet du modèle de présentation pour les mises à jour annuelles de ces notifications prévues dans la troisième phrase de l'article 8.3.
5. Pour ce qui est des notifications au titre de l'article 29.3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, il a été signalé qu'il serait peut-être utile que le Comité des subventions et des mesures compensatoires de l'OMC étudie la question du moment auquel ces notifications devront être présentées.
6. Le Groupe de contact est également parvenu à une entente au sujet de certains aspects de la mise en oeuvre des dispositions de l'Accord sur les mesures antidumping et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires concernant la présentation des rapports semestriels sur les décisions prises en matière de lutte contre le dumping et en matière de droits compensateurs et la notification des lois et réglementations pertinentes. On trouvera dans les annexes 6 et 7 les textes établis à ce sujet.
7. Le Groupe a commencé à examiner la question des arrangements procéduraux pour les arbitrages prévus à l'article 8.5 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Il a l'intention de poursuivre ces travaux et rendra compte de leurs résultats selon qu'il conviendra.

ANNEXE 1

Notifications au titre de l'article 8.3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires

Introduction

L'objet de ce modèle de présentation est d'aider les Membres de l'OMC à présenter leurs notifications au titre de la première phrase de l'article 8.3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ("Accord sur les SMC"). Compte tenu de ce qui est énoncé à l'article 8.3, à savoir que les notifications au titre de cette disposition devront être "suffisamment précise[s] pour permettre aux autres Membres d'évaluer la compatibilité du programme avec les conditions et critères prévus dans les dispositions pertinentes du paragraphe 2", les questions figurant dans ce modèle visent à obtenir des renseignements pertinents pour une évaluation de l'aide notifiée à la lumière des prescriptions juridiques pertinentes de l'article 8.2, et non des renseignements concernant les effets des subventions sur le commerce ou les statistiques relatives à la production, à la consommation, aux importations et aux exportations. Il est à noter à cet égard que le modèle de présentation ne concerne que les notifications au titre de la première phrase de l'article 8.3, et non les mises à jour annuelles de ces notifications dont il est question dans la troisième phrase de cette disposition.

Chaque section ci-après comprend plusieurs questions de caractère général sur des points tels que les objectifs d'un programme, le niveau des pouvoirs publics concernés et le cadre institutionnel pour la mise en oeuvre du programme ainsi que les instruments de financement utilisés dans le programme. Il y a en outre des questions plus spécifiques demandant des renseignements pertinents pour évaluer si l'aide au titre d'un programme déterminé répond aux conditions énoncées à l'article 8.2 de l'Accord sur les SMC.

Pour ce qui est des questions figurant dans ce modèle relatives aux arrangements qui peuvent exister concernant la surveillance, la vérification et l'évaluation de l'aide au titre d'un programme notifié, il convient de souligner que ce modèle n'ajoute ni ne retire rien aux prescriptions juridiques pertinentes de l'article 8.2 de l'Accord sur les SMC.

Ainsi que le prévoit la note 34 de l'article 8.3, les Membres ne sont pas tenus de communiquer des renseignements confidentiels, y compris des renseignements commerciaux confidentiels.

I. Aide à des activités de recherche

- a) Décrire les objectifs généraux de l'aide, y compris, le cas échéant, tous objectifs sectoriels.
- b) Communiquer une copie de la loi, réglementation et/ou autre instrument juridique au titre desquels l'aide est fournie. Si ces documents ne sont pas rédigés dans une langue de l'OMC, donner une traduction en anglais, en français ou en espagnol i) des dispositions juridiques spécifiques qui se rapportent aux subventions accordées pour des activités de recherche, y compris les conditions auxquelles ces subventions sont accordées, et ii) de la table des matières ou des titres des chapitres de la loi, réglementation et/ou autre instrument juridique.
- c) Indiquer le(s) niveau(x) des pouvoirs publics s'occupant de la fourniture de l'aide à des activités de recherche qui est notifiée et donner une description détaillée du cadre institutionnel pour la mise en oeuvre du programme, y compris, le cas échéant, une description du rôle des entités non gouvernementales.
- d) Indiquer l'(les) instrument(s) de financement spécifique(s) utilisé(s) dans le programme et donner une description détaillée de l'incidence et de la durée de l'aide au titre de chaque instrument.
- e) Indiquer les domaines de la recherche bénéficiant de l'aide et, si possible, les projets de recherche bénéficiant de l'aide. Donner une description technique des objectifs spécifiques des activités de recherche et expliquer comment ces activités entrent dans les définitions de la "recherche industrielle" et de l'"activité de développement préconcurrentielle" figurant dans les notes 28 et 29 de l'Accord sur les SMC.
- f) Dans le cas de la recherche industrielle, dans la mesure où cela est réalisable dans le contexte d'une notification préalable d'un programme, expliquer quelles nouvelles connaissances sont recherchées et quels nouveaux produits, procédés ou services ou améliorations de produits, procédés ou services existants doivent être mis au point en utilisant ces connaissances. Dans la mesure du possible, décrire le résultat final de la recherche industrielle.
- g) Dans le cas d'une activité de développement préconcurrentielle, dans la mesure où cela est réalisable dans le contexte d'une notification préalable d'un programme, décrire le résultat final de l'activité de développement préconcurrentielle et expliquer comment les produits, lignes de production, procédés de fabrication, services existants ou autres opérations en cours seront affectés du fait de cette activité.
- h) Si un prototype est mis au point, dans la mesure où cela est réalisable dans le contexte d'une notification préalable d'un programme, décrire comment le prototype sera mis au point et décrire quelles modifications sont prévues qui seraient nécessaires pour que le prototype puisse être utilisé commercialement.
- i) Décrire, dans la mesure où on les connaît, les branches de production et les entités dont les activités de recherche pourront bénéficier du programme.
- j) Si le programme couvre des activités de recherche menées sur une base contractuelle, expliquer, dans la mesure où cela est réalisable dans le contexte d'une notification préalable d'un programme, la nature des arrangements contractuels en question. Si possible, fournir un contrat type (en anglais, français ou espagnol).
- k) Indiquer le montant total de l'aide budgétisé au titre du programme.

- l) Donner une ventilation des dépenses par projet ou, si ce n'est pas possible, par domaine de recherche.
- m) Indiquer les montants de l'aide autorisés au titre du programme pour a) la recherche industrielle, et b) l'activité de développement préconcurrentielle.
- n) Expliquer comment il est fait en sorte que l'aide ne couvre pas plus de 75 pour cent des coûts de la recherche industrielle, 50 pour cent des coûts de l'activité de développement préconcurrentielle ou, dans les situations mentionnées dans la note 30, 62,5 pour cent de ces deux catégories de coûts. Décrire la méthode utilisée pour calculer ces coûts.
- o) Décrire les types spécifiques de coûts couverts par l'aide. Expliquer comment il est fait en sorte que l'aide soit limitée exclusivement aux coûts mentionnés aux points i) à v) de l'article 8.2 a) de l'Accord sur les SMC. Décrire la méthode utilisée pour calculer ces coûts.
- p) Décrire les arrangements qui peuvent exister concernant la surveillance, la vérification et l'évaluation.

II. Aide aux régions défavorisées sur le territoire d'un Membre

- a) Décrire le cadre général de développement régional, défini dans la note 31, au titre duquel l'aide est accordée. A cet égard, expliquer comment la politique de développement régional dont le programme fait partie est cohérente au plan interne et généralement applicable et décrire comment le programme doit contribuer au développement régional.
- b) Communiquer une copie de la loi, réglementation et/ou autre instrument juridique au titre desquels l'aide est fournie. Si ces documents ne sont pas rédigés dans une langue de l'OMC, donner une traduction en anglais, en français ou en espagnol i) des dispositions juridiques spécifiques qui se rapportent aux subventions accordées aux régions défavorisées, y compris les conditions auxquelles ces subventions sont accordées, et ii) de la table des matières ou des titres des chapitres de la loi, réglementation et/ou autre instrument juridique.
- c) Indiquer le(s) niveau(x) des pouvoirs publics s'occupant de la mise en oeuvre du programme d'aide régionale et donner une description détaillée du cadre institutionnel pour la mise en oeuvre du programme, y compris, le cas échéant, une description du rôle des entités non gouvernementales.
- d) Indiquer les régions pouvant bénéficier d'une aide au titre du programme. Expliquer comment ces régions constituent des zones géographiques d'un seul tenant ayant une identité économique et administrative définissable.
- e) Indiquer les critères sur la base desquels les régions ont été considérées comme défavorisées. Fournir une copie de la loi, réglementation ou autre document officiel pertinents où ces critères sont énoncés.
- f) Décrire les mesures du développement économique qui ont été incluses dans ces critères. Expliquer comment les éventuelles mesures composites du développement économique ont été déterminées et calculées. Fournir, pour une période de trois ans, les données statistiques pertinentes, concernant la région et l'ensemble du territoire du Membre, qui ont été utilisées pour déterminer que la région est défavorisée.

- g) Indiquer l'(les) instrument(s) de financement spécifique(s) utilisé(s) dans le programme et donner une description détaillée de l'incidence et de la durée de l'aide au titre de chaque instrument.
- h) Décrire les critères utilisés pour déterminer le droit de bénéficier de l'aide et les procédures à suivre pour demander une aide au titre du programme. Le cas échéant, fournir (en anglais, en français ou en espagnol) une copie du formulaire de demande ou des instructions en la matière.
- i) Indiquer le montant total de l'aide budgétisé au titre du programme. Décrire les types spécifiques de coûts couverts par l'aide.
- j) Indiquer les plafonds, définis en fonction du coût des investissements ou du coût de la création d'emplois, fixés au montant de l'aide accordée à des projets déterminés. Expliquer la méthode utilisée pour calculer le coût des investissements et le coût de la création d'emplois. Expliquer comment ces plafonds ont été différenciés selon les différents niveaux de développement des régions aidées.
- k) Décrire les dispositions qui peuvent exister dans le cadre du programme afin d'éviter l'utilisation dominante d'une subvention par certaines entreprises ou l'octroi à certaines entreprises de montants de subvention disproportionnés, ainsi qu'il est prévu à l'article 2.
- l) Expliquer comment il est fait en sorte que le montant de l'aide ne dépasse pas les plafonds.
- m) Décrire les arrangements qui peuvent exister concernant la surveillance, la vérification et l'évaluation.

III. Aide visant à promouvoir l'adaptation d'installations existantes à de nouvelles prescriptions environnementales

- a) Décrire les objectifs généraux du programme, notamment, le cas échéant, tous objectifs sectoriels.
- b) Communiquer une copie de la loi, réglementation et/ou autre instrument juridique au titre desquels l'aide est fournie. Si ces documents ne sont pas rédigés dans une langue de l'OMC, donner une traduction en anglais, en français ou en espagnol i) des dispositions juridiques spécifiques qui se rapportent aux subventions accordées pour promouvoir l'adaptation d'installations existantes à de nouvelles prescriptions environnementales, y compris les conditions auxquelles ces subventions sont accordées, et ii) de la table des matières ou des titres des chapitres de la loi, réglementation et/ou autre instrument juridique.
- c) Indiquer le(les) niveau(x) des pouvoirs publics s'occupant de la mise en oeuvre du programme d'aide environnementale et donner une description détaillée du cadre institutionnel pour la mise en oeuvre du programme, y compris, le cas échéant, une description du rôle des entités non gouvernementales.
- d) Expliquer comment les prescriptions environnementales en question sont "nouvelles". Fournir une copie de la loi ou de la réglementation qui impose ces nouvelles prescriptions environnementales. Expliquer quelles sont les nuisances et les polluants que ces prescriptions doivent permettre de réduire. Indiquer à quel niveau des pouvoirs publics ces prescriptions sont imposées.

- e) Indiquer le calendrier fixé pour l'application des nouvelles prescriptions environnementales aux installations existantes.
- f) Dans la mesure où cela est réalisable dans le contexte d'une notification préalable d'un programme, donner une description technique de la façon dont les installations existantes doivent être adaptées pour répondre aux nouvelles prescriptions environnementales et indiquer quelles sont ces installations. Expliquer comment ces prescriptions devraient permettre de réduire des nuisances ou des polluants spécifiques et pourquoi elles devraient se traduire par des contraintes plus importantes et une charge financière plus lourde pour les entreprises.
- g) Indiquer l'(les) instrument(s) de financement spécifique(s) utilisé(s) dans le programme et donner une description détaillée de l'incidence de la durée de l'aide au titre de chaque instrument.
- h) Indiquer si l'aide concerne le coût total de la réduction des nuisances ou des polluants ou une phase déterminée de la mise en oeuvre des nouvelles prescriptions environnementales. Indiquer toute disposition juridique et/ou fournir tout autre renseignement pertinent expliquant comment il est répondu à la condition selon laquelle la mesure doit être ponctuelle, non récurrente.
- i) Indiquer le montant total de l'aide budgétisé au titre du programme.
- j) Décrire les critères utilisés pour déterminer le droit de bénéficier de l'aide environnementale et les procédures à suivre pour demander une aide de ce type. Le cas échéant, fournir (en anglais, en français ou en espagnol) une copie du formulaire de demande ou des instructions en la matière.
- k) Expliquer comment il est fait en sorte que l'aide soit limitée à l'adaptation des installations existantes. Décrire la méthode utilisée pour calculer le coût de l'adaptation des installations existantes aux nouvelles prescriptions environnementales. Décrire les types spécifiques de coûts couverts par l'aide. Indiquer comment il est fait en sorte que l'aide ne couvre pas plus que 20 pour cent du coût de l'adaptation.
- l) Expliquer comment il est fait en sorte que l'aide soit directement liée et proportionnée à la réduction des nuisances et de la pollution prévue par l'entreprise et ne couvre pas une économie qui pourrait être réalisée sur les coûts de fabrication.
- m) Décrire les arrangements qui peuvent exister concernant la surveillance, la vérification et l'évaluation.

ANNEXE 2

Notifications au titre de l'article 27.11 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires

1. Indiquer la date à laquelle les subventions à l'exportation visées à l'article 3 ont été éliminées.
2. Enumérer les subventions à l'exportation visées à l'article 3 qui ont été éliminées après l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC¹ et indiquer par quels moyens elles ont été éliminées.

¹Il est entendu que, lorsqu'ils notifient l'élimination de certaines subventions à l'exportation au titre de l'article 27.11, les Membres peuvent se référer aux renseignements pertinents fournis dans les notifications présentées au titre de l'article 25.

ANNEXE 3

Notifications au titre de l'article 27.13 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires

1. Communiquer une copie de la loi, réglementation et/ou autre instrument juridique établissant le programme de privatisation au titre duquel les subventions visées à l'article 27.13 sont accordées. Si ces documents ne sont pas rédigés dans une langue de l'OMC, donner une traduction en anglais, en français ou en espagnol de la table des matières ou des titres des chapitres de l'instrument juridique en question et de toute disposition se rapportant directement aux subventions notifiées au titre du paragraphe 3 ci-après.
2. Donner des informations sur les objectifs et la mise en oeuvre du programme de privatisation visé au paragraphe 1 ci-dessus et sur les entreprises concernées. Communiquer une copie de ce programme et fournir les explications supplémentaires qui pourraient être nécessaires. Si ces documents ne sont pas rédigés dans une langue de l'OMC, donner une traduction en anglais, en français ou en espagnol i) des dispositions juridiques spécifiques qui montrent que les subventions sont accordées dans le cadre de ce programme et sont directement liées à celui-ci, et ii) de la table des matières ou des titres des chapitres de ce programme.
3. Communiquer une copie de la loi, réglementation et/ou autre instrument juridique au titre desquels les subventions sont accordées. Si ces documents ne sont pas rédigés dans une langue de l'OMC, donner une traduction en anglais, en français ou en espagnol i) des dispositions juridiques spécifiques qui se rapportent aux subventions en question, y compris les conditions auxquelles ces subventions sont accordées, et ii) de la table des matières ou des titres des chapitres de la loi, réglementation et/ou autre instrument juridique.
4. Décrire la forme spécifique des subventions. Expliquer, le cas échéant, comment les subventions sont destinées à couvrir des coûts sociaux.
5. Indiquer la durée limitée d'application du programme de privatisation et des subventions accordées en relation avec ce programme.
6. Expliquer comment les subventions sont accordées dans le cadre du programme de privatisation et sont directement liées à ce programme.

ANNEXE 4

Notifications au titre de l'article 28.1 de l'Accord sur les subventions
et les mesures compensatoires

1. Enumérer tous les programmes de subventions existants visés à l'article 28.1 de l'Accord.
2. Décrire les objectifs généraux de chaque programme, y compris, le cas échéant, tous objectifs sectoriels.
3. Indiquer la date de mise en place des programmes et toute date d'expiration qui y est prévue.
4. Communiquer une copie de la loi, réglementation et/ou autre instrument juridique au titre desquels les subventions sont accordées. Si ces documents ne sont pas rédigés dans une langue de l'OMC, donner une traduction en anglais, en français ou en espagnol i) des dispositions juridiques spécifiques qui se rapportent aux subventions en question, y compris les conditions auxquelles ces subventions sont accordées, et ii) de la table des matières ou des titres des chapitres de la loi, réglementation et/ou autre instrument juridique.
5. Indiquer le(s) niveau(x) des pouvoirs publics s'occupant de la mise en oeuvre des programmes.
6. Décrire l'(les) instrument(s) de financement utilisé(s) dans chaque programme.
7. Dans la mesure où cela est possible au moment de la notification, expliquer pour chaque programme comment il est prévu de le rendre conforme à l'Accord dans le délai de trois ans mentionné à l'article 28.1 b) de l'Accord.
8. Expliquer pour chaque programme comment il est fait en sorte que la portée du programme ne soit pas étendue et que celui-ci ne soit pas reconduit quand il arrive à expiration.

ANNEXE 5

Notifications au titre de l'article 29.3 de l'Accord sur les subventions
et les mesures compensatoires

1. Enumérer tous les programmes de subventions existants relevant de l'article 3.
2. Décrire les objectifs généraux de chaque programme, y compris, le cas échéant, tous objectifs sectoriels.
3. Indiquer la date de mise en place des programmes.
4. Communiquer une copie des lois, réglementations et/ou autres instruments juridiques au titre desquels les subventions sont accordées. Si ces documents ne sont pas rédigés dans une langue de l'OMC, donner une traduction en anglais, en français ou en espagnol i) des dispositions juridiques spécifiques qui se rapportent aux subventions en question, y compris les conditions auxquelles ces subventions sont accordées, et ii) de la table des matières ou des titres des chapitres de la loi, réglementation et/ou autre instrument juridique.
5. Indiquer le(s) niveau(x) des pouvoirs publics s'occupant de la mise en oeuvre des programmes.
6. Décrire l'(les) instrument(s) de financement utilisé(s) dans chaque programme.
7. Dans la mesure où cela est possible au moment de la notification, indiquer pour chaque programme à quel moment il sera progressivement éliminé ou comment il sera rendu conforme à l'article 3 dans un délai de sept ans à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC.

ANNEXE 6

Notification de la législation

Pour ce qui concerne l'article 18.5 de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et l'article 32.6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, il est entendu que la première notification faite par un Membre de l'OMC de la législation antidumping et en matière de droits compensateurs couvrira le texte intégral des lois et réglementations pertinentes.

ANNEXE 7

Rapports semestriels sur les décisions prises en matière de lutte contre le dumping
et en matière de droits compensateurs

Pour ce qui concerne les rapports semestriels requis au titre de l'article 16.4 de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et au titre de l'article 25.11 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, il est entendu que le premier rapport présenté par chaque Membre de l'OMC couvrira la période allant de juillet à décembre ou, si celle-ci est plus récente, la période allant de janvier à juin précédant la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour le Membre.

SCM-IV

**ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET LES
MESURES COMPENSATOIRES**

EXEMPLES FICTIFS

EXEMPLE FICTIF DE NOTIFICATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 25.1

Le tableau ci-après peut être utilisé pour déterminer quel type de notification doit être présentée.¹

Les pouvoirs publics ou tout organisme public de votre pays accordent-ils une subvention (telle qu'elle est définie à l'article 1.1 de l'Accord)?	La subvention est-elle spécifique au sens de l'article 2 de l'Accord ou a-t-elle directement ou indirectement pour effet d'accroître les exportations du territoire d'un pays ou de réduire les importations sur son territoire (au sens de l'article XVI:1 du GATT de 1994)?	Type de notification à présenter
Non	-	Lettre établissant ce fait. <u>EXEMPLE:</u> "Conformément à l'article 25.2 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et à l'article XVI:1 du GATT de 1994, le gouvernement de [nom du Membre] souhaite faire savoir que [nom du Membre] n'accorde ni ne maintient sur son territoire aucune subvention au sens de l'article 1.1 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, qui est spécifique au sens de l'article 2 de l'Accord, ou qui a directement ou indirectement pour effet d'accroître les exportations de son territoire ou de réduire les importations sur son territoire au sens de l'article XVI:1 du GATT de 1994."
Oui	Non	Lettre établissant cet état de fait. <u>EXEMPLE:</u> "Conformément à l'article 25.2 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et à l'article XVI:1 du GATT de 1994, le gouvernement de [nom du Membre] souhaite faire savoir que [nom du Membre] n'accorde ni ne maintient sur son territoire aucune subvention au sens de l'article 1.1 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, qui est spécifique au sens de l'article 2 de l'Accord, ou qui a directement ou indirectement pour effet d'accroître les exportations de son territoire ou de réduire les importations sur son territoire au sens de l'article XVI:1 du GATT de 1994."
Oui	Oui	Répondre entièrement au questionnaire (annexe IV)

¹Pour les exemples fictifs de subventions à notifier, voir les pages 4 à 7 de la présente section.

Cas n° 1: L'année précédente, votre pays n'a pas notifié de subvention au titre de l'article 25 de l'Accord.

Une simple lettre indiquant que votre pays n'a pas introduit de subvention depuis que la notification complète figurant dans le document [cote du document] a été présentée suffit.

EXEMPLE:

"Conformément à l'article 25.6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et à l'article XVI:1 du GATT de 1994, le gouvernement de [nom du Membre] souhaite faire savoir que [nom du Membre] n'a pas introduit sur son territoire de subvention au sens de l'article 1.1 de l'Accord qui est spécifique au sens de l'article 2 de l'Accord, ou qui a directement ou indirectement pour effet d'accroître les exportations de son territoire ou de réduire les importations sur son territoire au sens de l'article XVI:1 du GATT de 1994, depuis que la notification complète distribuée sous la cote [cote du document] a été présentée."

Cas n° 2: L'année précédente, votre pays a notifié une subvention/des subventions au titre de l'article 25 de l'Accord.

Les renseignements figurant dans la notification complète servent de base à la notification de mise à jour.

- a) Pour chacun des points 1 à 8 de la notification complète contenant des renseignements qui n'ont fait l'objet d'aucune modification, il devrait être indiqué ce qui suit:

"Aucune modification depuis la dernière notification complète".

- b) Pour le point 9 (données statistiques concernant les effets sur le commerce), des données mises à jour doivent être fournies dans *chaque* notification annuelle.

EXEMPLES FICTIFS DE SUBVENTIONS A NOTIFIER AU TITRE
DE L'ARTICLE 25.1 DE L'ACCORD SUR LES SUBVENTIONS
ET LES MESURES COMPENSATOIRES

La première section contient la Liste exemplative de subventions à l'exportation, qui figure à l'annexe I de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. La seconde section, qui traite des subventions intérieures, contient des exemples tirés des notifications présentées depuis la mise en oeuvre de l'Accord sur l'OMC. Ces sections ne donnent que des exemples et non une liste exhaustive de ces subventions.

I. Subventions recensées dans la Liste exemplative de subventions à l'exportation de l'OMC:

Annexe I de l'Accord sur les subventions
et les mesures compensatoires

LISTE EXEMPLATIVE DE SUBVENTIONS A L'EXPORTATION

- a) Octroi par les pouvoirs publics de subventions directes à une entreprise ou à une branche de production subordonné aux résultats à l'exportation.
- b) Systèmes de non-rétrocession de devises ou toutes pratiques analogues impliquant l'octroi d'une prime à l'exportation.
- c) Tarifs de transport et de fret intérieurs pour des expéditions à l'exportation, établis ou imposés par les pouvoirs publics à des conditions plus favorables que pour les expéditions en trafic intérieur.
- d) Fourniture, par les pouvoirs publics ou leurs institutions, directement ou indirectement par le biais de programmes imposés par les pouvoirs publics, de produits ou de services importés ou d'origine nationale destinés à la production de marchandises pour l'exportation, à des conditions plus favorables que la fourniture de produits ou de services similaires ou directement concurrents destinés à la production de produits pour la consommation intérieure, si (dans le cas des produits) ces conditions sont plus favorables que les conditions commerciales² dont leurs exportateurs peuvent bénéficier sur les marchés mondiaux.

²L'expression "conditions commerciales" signifie qu'il y a liberté de choix entre les produits nationaux et les produits importés et que seuls interviennent à cet égard les critères commerciaux.

- e) Exonération, remise ou report, en totalité ou en partie, des impôts directs³ ou des cotisations de sécurité sociale acquittés ou dus par des entreprises industrielles ou commerciales⁴, qui leur seraient accordés spécifiquement au titre de leurs exportations.
- f) Déductions spéciales directement liées aux exportations ou aux résultats à l'exportation qui, dans le calcul de l'assiette des impôts directs, viendraient en sus de celles qui sont accordées pour la production destinée à la consommation intérieure.
- g) Exonération ou remise, au titre de la production ou de la distribution des produits exportés, d'un montant d'impôts indirects³ supérieur à celui de ces impôts perçus au titre de la production et de la distribution de produits similaires lorsqu'ils sont vendus pour la consommation intérieure.
- h) Exonération, remise ou report des impôts indirects en cascade perçus à des stades antérieurs³ sur les biens ou services utilisés pour la production des produits exportés, dont les montants seraient supérieurs à ceux des exonérations, remises ou reports des impôts indirects en cascade similaires perçus à des stades antérieurs sur les biens ou services utilisés pour la production de produits similaires vendus pour la consommation intérieure; toutefois, l'exonération, la remise ou le report des impôts indirects en cascade perçus à des stades antérieurs pourront être accordés pour les produits exportés, même s'ils ne le sont pas pour les produits similaires vendus pour la consommation intérieure, si les impôts indirects en cascade perçus à des stades antérieurs frappent des intrants consommés dans la production du produit exporté (compte tenu

³Aux fins du présent accord:

L'expression "impôts directs" désigne les impôts sur les salaires, bénéfices, intérêts, loyers, redevances et toutes autres formes de revenu, ainsi que les impôts sur la propriété immobilière;

L'expression "impositions à l'importation" désigne les droits de douane, autres droits, et autres impositions fiscales non énumérées ailleurs dans la présente note, qui sont perçus à l'importation;

L'expression "impôts indirects" désigne les taxes sur les ventes, droits d'accise, taxes sur le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée, impôts sur les concessions, droits de timbre, taxes de transmission, impôts sur les stocks et l'équipement, et ajustements fiscaux à la frontière, ainsi que toutes les taxes autres que les impôts directs et les impositions à l'importation;

Les impôts indirects "perçus à des stades antérieurs" sont les impôts perçus sur les biens ou services utilisés directement ou indirectement pour la production du produit;

Les impôts indirects "en cascade" sont des impôts échelonnés sur des stades multiples, qui sont perçus lorsqu'il n'existe pas de mécanisme de crédit ultérieur d'impôt pour le cas où des biens ou services imposables à un certain stade de production sont utilisés à un stade de production ultérieur;

La "remise" des impôts englobe les restitutions ou abattements d'impôts.

La "remise ou ristourne" englobe l'exonération ou le report, en totalité ou en partie, des impositions à l'importation.

⁴Les Membres reconnaissent que le report ne constitue pas nécessairement une subvention à l'exportation lorsque, par exemple, des intérêts appropriés sont recouvrés. Les Membres réaffirment le principe selon lequel les prix des produits, dans les transactions entre des entreprises exportatrices et des acheteurs étrangers qu'elles contrôlent ou qui sont soumis à un même contrôle qu'elles, devraient, aux fins de la fiscalité, être les prix qui seraient pratiqués entre des entreprises indépendantes agissant dans des conditions de libre concurrence. Tout Membre pourra appeler l'attention d'un autre Membre sur les pratiques administratives ou autres qui peuvent contrevenir à ce principe et qui se traduisent par une économie notable d'impôts directs dans les transactions à l'exportation. Dans de telles circonstances, les Membres s'efforceront normalement de régler leurs différends en recourant aux voies que leur ouvrent les conventions bilatérales en vigueur en matière d'imposition, ou à d'autres mécanismes internationaux particuliers, sans préjudice des droits et obligations résultant pour les Membres du GATT de 1994, y compris le droit de consultation institué aux termes de la phrase précédente.

La teneur du point e) n'a pas pour objet de limiter la possibilité, pour un Membre, de prendre des mesures en vue d'éviter la double imposition de revenus de source étrangère gagnés par ses entreprises ou par les entreprises d'un autre Membre.